

THEME : l'adage selon lequel nul « n'est censé ignorer la loi » peut-il œuvrer avec succès à la finalité du droit africain ?

Mesdames et messieurs les membres du jury, madame la présidente, honorables invités, bonjour.

L'adage selon lequel "NUL N'EST CENSÉ IGNORER LA LOI" peut-il œuvrer avec succès à la finalité du droit africain?

Ce dernier groupe de mots recèle d'une profonde complexité . En raison de l'énorme diversité du droit africain, je serais un peu trop prétentieux en apportant une limite sur ce plan à ce sujet. Mais qu'il s'agisse du droit interne, régional , ou international, une finalité générale commune s'impose il s'agit d'une recherche de stabilité et de sécurité de la vie sociale et économique .

Le sujet peut ainsi être reformulé en se question sur la compatibilité de cet adage avec cet idéal. de sécurité et de stabilité. pour cela, la validité de l'adage même doit être remise en question. Cette question pourrait, si elle est mal résolue, mettre au chômage bon nombre de praticiens du droit. L'adage nul n'est censé ignorer la loi est une traduction de la maxime latine *Nemo censetur ignorare legem* qui tiend d'ailleurs place d'article premier au code napoléonien de 1804. Cette phrase contient des mots qui, mal appréhendés peuvent aisément mener à de graves confusions. En effet, ne pas être censé faire, traduit ici une obligation de ne pas faire, faire quoi ? Ignorer la loi. Ignorer revêtant ici son sens qui n'implique pas une connaissance préalable de la chose en question, cette chose étant la loi prise dans son sens formel.

Cet adage juridique se retrouve dans les raisonnements juridiques depuis le corpus iuris civilis rédigé à la demande de l'empereur romain Justinien pour légitimer l'application de la loi. En effet, selon lui, la loi ne devrait être ignorée par personne ce qui signifie à contrario à première vue que tout le monde est censé connaître la loi, une affirmation critiquable et critiquée d'ailleurs par mes prédécesseurs/ l'un de mes prédécesseurs. Il est évident qu'une telle affirmation, peu importe ses fondements théoriques sera mise en échec en pratique. Mmes et messieurs les membres du jury, si l'on posait par exemple des questions à ma grand-mère à tandjouaré sur le droit patrimonial de la famille, il est évident qu'elle nous dirait que l'homme est l'unique chef de la famille, qu'en cas de séparation, le mari peut interdire à la femme de voir ses enfants ou encore que lorsque le mari décède, la femme repart avec ce avec quoi elle est venue. En fait, personne n'est censé ignorer la loi, mais combien de gens la connaissent ? le commun des mortels est même plutôt étonné lorsque par hasard il apprend que tel action est régie par une loi ou que tel autre comportement est puni. Nul n'est censé ignorer la loi, mais combien de

personnes la connaissent ? Est-ce que tout le monde peut s'offrir un journal officiel de la république ? Est-ce que tout le monde peut lire et comprendre la nouvelle loi ? Est-ce que tout le monde a la maîtrise du droit objectif ? Si c'était le cas que ferions-nous dans un institut des sciences juridiques ?

Mais, au delà de la réfutation précipitée de cet adage, il faut plutôt s'atteler à l'esprit de ses instituteurs. L'utilisation très réfléchie du terme censé nous donne un début de piste. Ce n'est pas parce qu'on est censé faire une chose que l'on la fait. La preuve, si étudier est ce qu'un étudiant est censé faire, ce ne sont pas pour autant tous les étudiants qui étudient.

Mais imaginez donc une société où l'on pourrait se justifier en prétendant ignorer la loi. Lors du procès de Joaquin Guzman, il aurait plaidé non coupable en soutenant ne pas avoir connaissance des lois sanctionnant le trafic de substances illicites, le meurtre et la détention illégale d'armes à feu et le chef du cartel de Sinaloa reconnu sous le surnom El Chapo aurait été déclaré non coupable et retournerait tout simplement à ses activités.

Ainsi dans cette société qui n'est heureusement que théorique, puisque personne ne peut efficacement se targuer de pouvoir déterminer ce que l'autre sait où ce qu'il ignore, les pires crimes pourraient être commis, que leurs auteurs, prétendraient ignorer la loi, ne pas l'avoir apprise ou l'avoir oubliée, mais en tout cas ne pas la connaître et ainsi ne pas se la voir appliquer.

C'est de cet esprit qu'il faut se munir lorsqu'on analyse ce principe juridique. Lorsque l'on est censé faire quelque chose, on ne peut pas se prévaloir de ne pas l'avoir fait.

L'adage n'étant nullement une obligation, le seul fait d'ignorer la loi ne peut être puni autrement que par des mauvaises notes sur un relevé. Plutôt assimilable à un principe, il est accompagné d'exceptions pratiques. En effet, la justice serait encline à se montrer clément si elle considère que l'auteur du méfait était de bonne foi, mais croyez-moi, en aucun cas un tueur en série, après 12 assassinats de jeunes filles ne pourra prétendre ignorer la loi et obtenir une réduction de peine.

S'il est bel et bien venu que nul n'est censé aller à l'encontre de la loi et également que personne ne peut respecter ce qu'il ne connaît pas, il découle logiquement que nul n'est censé ignorer la loi. Mesdames et messieurs les membres du jury, Mr le président, honorables invités, je vous remercie de votre aimable attention.

Il vient alors logiquement qu'un adage avec une portée aussi grande ne peut qu'oeuvrer à la réalisation de l'idéal de stabilité et de sécurité poursuivi par tout droit, y compris le droit africain.

Mesdames et messieurs les membres du jury, Mme la présidente, honorables invités, je vous remercie de votre attention.